

## **Budget 2013 – 19 au 21 décembre 2012**

### **Recherche – Marc Lipinski**

La Région Île-de-France s'est depuis de nombreuses années engagée dans le soutien à la recherche. Avec sa politique, elle a su, dans une véritable continuité, créer une politique désormais reconnue et appréciée par la communauté académique qui, longtemps, avait regretté la timidité du conseil régional d'Île-de-France vis-à-vis de ces enjeux d'avenir.

Un axe majeur de la politique régionale en faveur de la recherche s'organise autour des domaines d'intérêt majeur, les fameux DIM. Nous finançons ainsi des équipements mais également des programmes de recherche, des doctorants et des post-doctorants. Nous le faisons en favorisant le travail des acteurs régionaux de la recherche au sein de réseaux de coopération. C'est également l'option qui semble émerger à l'issue des assises nationales de la recherche. Nous verrons comment cela se traduit dans la future loi au niveau national, en tout cas, nous pouvons dire que nous avons été précurseurs. Il est alors dommage, de notre point de vue, que nous soyons de moins en moins allants d'un point de vue strictement budgétaire. Car il faut bien constater que partant des 94 M€ inscrits au Budget primitif 2010 en AP et AE pour la recherche, nous en soyons aujourd'hui arrivés à moins de 72 M€ pour ce budget primitif 2013. Les chiffres, cruels, nous interrogent.

Alors certes, nous sommes soumis à de fortes contraintes budgétaires.

Certes, la recherche n'est pas une compétence de la région.

Certes, la Région ne peut se substituer à un Etat dont nous savons à quel point, dans les années précédentes, il a dissimulé un recul permanent de son investissement en faveur de la recherche derrière une très habile politique de communication. Aujourd'hui, nous



attendons une nouvelle politique nationale. Celle-ci viendra peut-être. Nous la souhaitons , nous l'espérons, mais nous sommes encore dans l'incertitude. C'est pourquoi l'engagement de notre collectivité sur ce secteur reste aujourd'hui indispensable et attendu. Car la recherche produit du bien public. Elle n'est pas et ne sera jamais une simple réponse à des besoins économiques, c'est un investissement nécessaire pour la connaissance, pour le vivre-mieux et pour l'avenir. Pour le groupe EELV, le point atteint dans les propositions budgétaires doit être le point bas de la mandature. Des amendements ont été déposés par nos partenaires de la majorité régionale, nous les voterons pour reconstituer une capacité de la région à agir plus et mieux en faveur de la recherche francilienne et de l'emploi scientifique.

Un autre axe qui nous importe, vous le savez, est celui du dialogue entre sciences et société. Non seulement pour diffuser les connaissances et les savoirs vers le grand public, mais aussi pour favoriser la participation de ce grand public aux démarches de recherche, ainsi qu'aux réflexions sur ce que la recherche apporte et suscite d'interrogations. C'est pourquoi nous regrettons fortement la régression à nouveau proposée au budget 2013 sur la ligne des PICRI, comme cela avait déjà été le cas dans la proposition initiale de budget 2012. Une nouvelle fois, nous proposerons donc un amendement pour renforcer les moyens affectés à ce dispositif exemplaire de partenariat réel entre science et citoyens, un dispositif qui rapproche la société civile du monde de la recherche.

Je vous remercie.